

SIAEP DE L'ANXURE ET DE LA PERCHE

**02 – CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (C.C.A.P.)**

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX A PROCEDURE ADAPTEE

(ARTICLE L2123-1, R2123-1 1°, R2123-4 ET R2123-5 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)

Travaux de renouvellement du réseau d'eau potable – Bourg –
PLACE

Maître d'œuvre : 	BUREAU D'ETUDES OCEAM 18, rue du Pâtis 44 690 LA HAYE FOUASSIERE
Maître de l'Ouvrage : SIAEP DE L'ANXURE ET DE LA PERCHE	SIAEP DE L'ANXURE ET DE LA PERCHE 20b, rue Principale 53100 CONTEST

SOMMAIRE

CHAPITRE 1. OBJET ET LIEU D'EXECUTION	5
1.1 - PARTIES CONTRACTANTES ET INTERVENANTS	5
1.2 - OBJET DU CONTRAT	5
1.3 - PROCEDURE DE PASSATION	5
1.4 - FORME DU CONTRAT	5
1.5 - DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR	5
1.6 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS	6
1.6.1 - ALLOTISSEMENT DU MARCHÉ	6
1.6.2 - TRANCHE DU MARCHÉ	6
1.7 - VARIANTES ET OPTIONS	6
1.7.1 - VARIANTES	6
1.7.2 - OPTIONS	6
1.8 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	6
CHAPITRE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	7
2.1 - PIECES PARTICULIERES	7
2.2 - PIECES GENERALES	8
CHAPITRE 3. GENERALITES	8
3.1 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CLAUSE SOCIALE	8
3.2 - REPARATION DES DOMMAGES	9
3.3 - ASSURANCES	9
3.4 - OBLIGATION RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE	10
CHAPITRE 4. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES	10
4.1 - PRESTATIONS FOURNIES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE	10
4.2 - REPARTITION DES PAIEMENTS	10
4.3 - MODE DE REGLEMENT	11
4.4 - AUGMENTATION OU DIMINUTION DANS LA MASSE DES TRAVAUX LIEES A LA NATURE DES SOLS	11
4.5 - DECISION DE POURSUIVRE	11
4.6 - REGLEMENT DES COMPTES	11
4.7 - PAIEMENTS	11
4.8 - FACTURATION	12
4.9 - VARIATION DES PRIX	13
4.10 - PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS ET COTRAITANTS	14
4.10.1 - L'ACTE SPECIAL	14
4.10.2 - MODALITES DE PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	14
4.10.3 - MANDATEMENT DU SOLDE	14
4.10.4 - GESTION DE LA SOUS-TRAITANCE	14
4.10.5 - DELAIS DE PAIEMENT	15
4.11 - REMUNERATION EN CAS D'ENTREPRISE GROUPEES	15
4.11.1 - ENTREPRISES GROUPEES SOLIDAIRES	15
4.11.2 - ENTREPRISES GROUPEES CONJOINTES	15
CHAPITRE 5. DELAIS D'EXECUTION – PENALITES	15

5.1 - DELAIS D'EXECUTION	15
5.2 - PERIODE DE PREPARATION	16
5.3 - DELAIS D'EXECUTION DES TRANCHES	16
5.4 - DELAIS DE FOURNITURE DES DOCUMENTS.....	16
5.5 - PROLONGATION DU DELAIS	16
5.6 - PENALITES ET RETENUES PROVISOIRES	17
5.6.1 - PENALITES DE RETARD.....	17
5.6.2 - RENDEZ-VOUS DE CHANTIER.....	17
5.6.3 - PENALITES DE RETARD POUR DEFAT DE REPLI DES INSTALLATIONS	18
5.6.4 - PENALITES POUR RETARD DANS LA LEVEE DES RESERVES	18
5.6.5 - PENALITE POUR RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS D'EXECUTION	18
5.6.6 - PENALITE POUR RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS DE RECOLEMENT.....	18
5.7 - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX.....	18
CHAPITRE 6. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	19
6.1 - AVANCES.....	19
6.2 - RETENUE DE GARANTIE	19
6.3 - GARANTIE A PREMIERE DEMANDE.....	20
6.4 - CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE	20
CHAPITRE 7. PROVENANCE – QUALITE – CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	20
7.1 - MATERIAUX FOURNIS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE	20
7.2 - PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	20
7.3 - CERTIFICATION DES PRODUITS EMPLOYES.....	20
7.4 - MATERIAUX DE TYPE NOUVEAU	21
7.5 - INVENTIONS, DISPOSITIONS PARTICULIERES, BREVETS	21
CHAPITRE 8. PREPARATION – COORDINATION – EXECUTION DES TRAVAUX.....	21
8.1 - PREPARATION	21
8.2 - DISPOSITIONS CONCERNANT L'ORGANISATION, L'HYGIENE ET LA SECURITE ET LA PROPRETE	22
8.3 - EXECUTION DU CHANTIER.....	22
8.3.1 - COMMUNICATION.....	22
8.3.2 - ETUDES.....	22
8.3.3 - QUALIFICATION.....	23
8.3.4 - SECRET PROFESSIONNEL ET OBLIGATION DE DISCRETION, RESILIATION	23
8.3.5 - ORDRE DE SERVICE	23
8.3.6 - REGISTRE DE CHANTIER	23
8.4 - PIQUETAGE ET IMPLANTATION DES OUVRAGES	23
8.4.1 - PLAN GENERAL D'IMPLANTATION	23
8.4.2 - PIQUETAGE GENERAL	24
8.4.3 - PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES, SUBAQUATIQUES OU AERIENS	24
8.5 - PROCES-VERBAUX – CONSERVATION DES PIQUETS	24
CHAPITRE 9. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX	25
9.1 - ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	25

9.1.1 -	CONTROLE INTERNE	25
9.1.2 -	AUTRES CONTROLES	25
9.2 -	RECEPTION PARTIELLE	25
9.3 -	RECEPTION	25
9.4 -	LEVEE DES RESERVES	26
9.5 -	DELAI DE GARANTIE	26
9.6 -	GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT	26
9.7 -	GARANTIES PARTICULIERES	26
9.7.1 -	GARANTIE PARTICULIERE D'ETANCHEITE	26
9.7.2 -	GARANTIES PARTICULIERES DES MATERIAUX DE TYPE NOUVEAU	27
CHAPITRE 10.	RESILIATION DU MARCHE - CLAUSE RESOLUTOIRE.....	27
10.1 -	CLAUSE RESOLUTOIRE	27
10.2 -	RESILIATION DU MARCHE	27
CHAPITRE 11.	LANGUE DU MARCHE / DROIT APPLICABLE	28
CHAPITRE 12.	ATTRIBUTION DE COMPETENCE JURIDICTIONNELLE.....	28
CHAPITRE 13.	DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	29

CHAPITRE 1. OBJET ET LIEU D'EXECUTION

1.1 - PARTIES CONTRACTANTES ET INTERVENANTS

Le SIAEP de l'Anxure et de la Perche est le pouvoir adjudicateur.

Le Syndicat est représenté par Monsieur Le Président, désigné sous le terme Maître d'Ouvrage.

Chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, signe le marché, s'assure de sa bonne exécution.

L'opérateur économique est désigné indistinctement sous les vocables : entreprise, entrepreneur, titulaire, opérateur économique ou encore groupement d'opérateurs économiques dans l'ensemble des pièces constitutives du marché.

Le Maître d'œuvre est le bureau d'études OCEAM Ingénierie représenté par son Directeur.

1.2 - OBJET DU CONTRAT

La consultation porte sur les prestations suivantes :

Renouvellement des réseaux d'eau potable du Bourg de PLACE.

Le Syndicat est désigné comme maitre d'ouvrage de l'opération.

Le bureau d'études OCEAM Ingénierie est désigné comme maitre d'œuvre de l'opération.

.

1.3 - PROCEDURE DE PASSATION

La consultation est passée par Procédure adaptée soumise aux dispositions de l'article L 2123-1, R 2123-1° du code de la commande publique.

1.4 - FORME DU CONTRAT

La consultation donnera lieu à un marché ordinaire.

1.5 - DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

Les notifications visées par ledit article seront faites au siège social de l'entrepreneur mentionné dans l'acte d'engagement.

1.6 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS

1.6.1 - ALLOTISSEMENT DU MARCHÉ

Le marché ne comporte pas de lot.

1.6.2 - TRANCHE DU MARCHÉ

Le présent marché ne comporte qu'une seule tranche.

1.7 - VARIANTES ET OPTIONS

1.7.1 - VARIANTES

Définition d'une variante : La variante est la possibilité laissée au candidat de présenter une solution différente de celle qui a été définie dans le descriptif technique. Elle doit répondre au besoin de l'acheteur.

Autorisation des variantes : ☐ OUI ☒ NON

1.7.2 - OPTIONS

Définition d'une option : L'option est une prestation que le candidat est tenu de proposer dans son offre et que l'entité adjudicatrice se réserve la possibilité de demander, en complément de l'offre de base, lors de l'exécution du marché.

L'option est donc une prestation complémentaire demandée par l'acheteur, faisant intégralement partie de l'offre de base du soumissionnaire et figurant au cahier des charges, susceptible d'être éventuellement réalisée selon les résultats financiers de la consultation.

Présence d'option : ☐ OUI ☒ NON

1.8 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

" Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la personne publique par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché"

En cas de redressement judiciaire, la personne publique adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article 141 de la loi du 25 Janvier 1985, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article 37 de la loi.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, la personne publique pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire. »

CHAPITRE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont des pièces générales, des pièces particulières, des pièces annexes et accessoires ; les pièces générales, bien que non jointes aux pièces de la consultation sont réputée être connues par l'entrepreneur car de nature réglementaire.

2.1 - PIECES PARTICULIERES

Pièces Contractuelles :

- Acte d'Engagement dont l'exemplaire détenu par l'administration est le seul qui fasse foi,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le calendrier détaillé d'exécution des travaux établi au moment de la période de préparation et rendu contractuel par voie d'ordre de service
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- Les déclarations de travaux (DT) et les réponses des exploitants
- Le constat d'huissier réalisé en phase de période de préparation
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 3 mars 2014
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux
- Le cahier des clauses spéciales (CCS) des documents techniques unifiés (normes NF DTU)
- Les règlements de voirie éventuels applicables dans la commune où se situe l'opération
- Le Code de l'Environnement
- Les actes de sous-traitance, avenants et décisions de poursuivre
- Mémoire technique établie par le candidat pour la réalisation des travaux,
- Les plans d'exécution, notes de calculs et études de détail fournis par les titulaires
- Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le plan d'installation d'organisation de chantier

- Les comptes rendus de réunion de chantier
- Le dossier des ouvrages exécutés

Pièces non contractuelles :

- Plan des travaux
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)

2.2 - PIECES GENERALES

- Les Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) en vigueur à la date de remise de l'acte d'engagement,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 8 septembre 2009,
- Les règles d'agrément ou d'inscription sur une liste d'aptitude des matériaux, produits et composants,
- L'ensemble des normes françaises et DTU dans leur édition en vigueur à la date de consultation.
- Le code de la commande publique,
- Les normes européennes en vigueur,
- Les recommandations diverses en vigueur, notamment l'ensemble de la réglementation visant la sécurité du personnel, compte tenu de la nature de la catégorie et notamment les recommandations 213, relatives à l'hygiène et à la sécurité adaptées le 30 novembre 1982 par le comité technique des industries de l'eau, du gaz et de l'électricité.

CHAPITRE 3. GENERALITES

3.1 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CLAUSE SOCIALE

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, produire une copie de déclaration de détachement certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France (Décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Dans le cadre de l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-52 5 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Le montant de la pénalité sera calculé dans les conditions suivantes :

Si le co-contractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, le pouvoir adjudicateur appliquera une pénalité de 150 € par jour, jusqu'à la complète régularisation de la situation du cocontractant.

Toutefois, ce montant devra être égal, au plus, à 10 % du montant du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée et ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

3.2 - REPARATION DES DOMMAGES

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire au personnel ou aux biens du maître de l'ouvrage ou du représentant du pouvoir adjudicateur, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service.

Les dommages de toute nature, causés par le représentant du pouvoir adjudicateur, au personnel ou aux biens du titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

3.3 - ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant :

- de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.
- de couvrir les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie fournie lors de la notification du marché, conformément à l'article 241-1 du Code des assurances.

Cette obligation est sans objet si les attestations fournies le cas échéant, lors de la consultation demeurent en vigueur.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

3.4 - OBLIGATION RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article L 2193-1 et suivants du code de la commande publique.

Conformément aux dispositions relatives à l'autoliquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adressera une facture en hors taxe pour les prestations réalisées.

La TVA relative aux prestations sous-traitées quant à elle sera perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L 2141-1 et suivants du code de la commande publique ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 48 du CCAG Travaux).

CHAPITRE 4. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES

4.1 - PRESTATIONS FOURNIES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Sans objet.

4.2 - REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement indique ce qui doit être payé à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants ou à l'entrepreneur mandataire et à ses cotraitants. Si l'acte d'engagement ne fixe pas la répartition des sommes à payer à l'entrepreneur et à ses sous-traitants, cette répartition résulte de l'avenant ou l'acte spécial DC4.

4.3 - MODE DE REGLEMENT

Les ouvrages et prestations faisant l'objet du marché seront réglés au vu des quantités réalisées et sur la base des prix unitaires figurant au BPU et aux DQE dûment remplis.

Les prix sont indiqués hors taxes et le taux de TVA applicable sera précisé.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux mais également les frais généraux et toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les travaux ainsi que les prestations inhérentes à la sécurité et à la protection de la santé, à la propreté du chantier, installation de chantier, balisage de chantier....

Les prix sont fermes et actualisables.

4.4 - AUGMENTATION OU DIMINUTION DANS LA MASSE DES TRAVAUX LIEES A LA NATURE DES SOLS

Par dérogation aux articles 15, 16 et 17 du CCAG-TX, les variations dans les quantités indicatives portées au détail-estimatifs et dépendant de la nature des sols rencontrés lors des travaux, ne donnent pas lieu à l'application des indemnités qui sont prévues aux 15.3, 16.1 et 17.2 desdits articles.

4.5 - DECISION DE POURSUIVRE

Lorsque les travaux exécutés atteignent le montant contractuel, la poursuite de leur exécution peut être notifiée par une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis.

4.6 - REGLEMENT DES COMPTES

Les modalités de règlement des comptes seront conformes aux dispositions du CCAG Travaux – article 13.

4.7 - PAIEMENTS

En application du code de la commande publique, le délai global de paiement est de trente (30) jours.

Ce délai court à compter de la date de réception par le maître d'œuvre, de la demande de paiement, à la condition que cette demande soit jugée recevable. Si la demande de paiement est jugée irrecevable par le maître d'œuvre, celle-ci sera renvoyée au titulaire du marché qui devra produire une demande de paiement rectifiée.

En cas de retard de paiement, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, seront versés au titulaire du marché.

Le taux de ces intérêts est le taux marginal de la Banque Centrale Européenne (BCE) en vigueur, en France, à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points, soit 8,05 % au 1^{er} janvier 2015.

4.8 - FACTURATION

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 13.1 du CCAG-Travaux et seront établies en un original et 1 copie(s) portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du marché et le lot correspondant ;
- la date de facturation ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT.

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

SIAEP DE L'ANXURE ET DE LA PERCHE
20b, rue Principale
53100 CONTEST

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Le dépôt sera réalisé sur le n° SIRET suivant : **SIRET 200 046 589 000 20 (OCEAM)**

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

4.9 - VARIATION DES PRIX

Les prix du marché sont fermes et actualisable.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (M0).

Les prix sont actualisables par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Formules
$C_n = (I(d-3) / I_0)$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des travaux soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché est le suivant :

Index Travaux Publics – TP10a - « Canalisations, assainissement »

Les index sont publiés sur le Moniteur et sur le bulletin des statistiques de l'Insee.

Le coefficient d'actualisation comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

4.10 - PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS ET COTRAITANTS

Application des dispositions prévues par la loi n° 75/124 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Si l'acceptation d'un ou plusieurs sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance ne résultent pas de l'acceptation de l'acte d'engagement, ils seront constatés par un avenant ou acte spécial signé par le représentant de l'entité adjudicatrice et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance. Si cet entrepreneur est un cotraitant autre que le mandataire, l'avenant ou l'acte spécial sera contresigné par le mandataire du groupement.

Il sera fait application des dispositions relatives à la sous-traitance conformément aux articles du code de la commande publique.

4.10.1 - L'ACTE SPECIAL

Utilisation du modèle de sous-traitance DC4

4.10.2 - MODALITES DE PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

Pour les sous-traitants, la signature du projet de décompte par l'entreprise principale vaut, pour chacun desdits sous-traitants, acceptation du montant d'acompte ou du solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie de décompte afférente aux travaux qui leur ont été assignés. Cette somme tient compte notamment des conditions de paiement figurant au contrat de sous-traitance (révisions, pénalités, primes...).

4.10.3 - MANDATEMENT DU SOLDE

Lors de l'établissement du projet de décompte final, si le montant qu'il reste à payer à un ou des sous-traitants est en deçà du montant figurant dans le ou les actes spéciaux, l'entreprise générale devra obligatoirement fournir un quitus signé de ou des entreprises sous-traitantes pour solde de tout compte, ou faire signer le décompte par le ou les sous-traitants.

A défaut de quitus signé de ou des sous-traitants ou de visa sur le projet de décompte final le maître d'œuvre établira le décompte général sur la base entre autres des montants des actes spéciaux autorisés en paiement direct par le maître de l'ouvrage. Le mandatement des soldes sera effectué selon ces termes.

4.10.4 - GESTION DE LA SOUS-TRAITANCE

Par dérogation à l'article 13.54 du C.C.A.G. Travaux, en cas de litige, sur les sommes à payer au sous-traitant, entre l'entrepreneur principal et le sous-traitant, le Maître de l'Ouvrage mandatera jusqu'à concurrence du montant butoir stipulé dans l'acte spécial (hors révision), sauf quitus du sous-traitant. Dans le cas d'un différend, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'aimable compositeur si les entrepreneurs lui demandent d'en faciliter le règlement.

Par contre, en ce qui concerne le Maître d'Ouvrage, il ne pourra pas lui être demandé de se placer en position d'arbitre des conflits entre entreprises.

4.10.5 - DELAIS DE PAIEMENT

Le délai de paiement du sous-traitant est identique à celui fixé ci-dessus à l'article 4.7, pour le paiement du titulaire du marché.

4.11 - REMUNERATION EN CAS D'ENTREPRISE GROUPEES

4.11.1 - ENTREPRISES GROUPEES SOLIDAIRES

Au cas où le présent marché serait attribué à un groupement d'entreprises solidaires, le Maître d'Ouvrage exigera que les paiements s'effectuent sur un compte unique ouvert au nom de toutes les entreprises constituant le groupement.

4.11.2 - ENTREPRISES GROUPEES CONJOINTES

Les paiements s'effectueront sur autant de comptes qu'il y aura d'entreprises constituant le groupement. Les entreprises devront annexer à leur acte d'engagement la répartition du montant des sommes dues à chacune d'entre elles, au titre de leur marché. Les factures présentées par chaque co-traitant devront être visées par le mandataire du groupement.

CHAPITRE 5. DELAIS D'EXECUTION – PENALITES

5.1 - DELAIS D'EXECUTION

La durée du marché est fixée à compter de la date de sa notification et court jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement.

Le délai d'exécution du marché comprend la période de préparation définie à l'article 5.2 du CCAG en vigueur et le délai d'exécution des travaux défini. Les stipulations correspondantes figurent à l'acte d'engagement.

Ces délais englobent les périodes d'essais et d'épreuves, de repliement du matériel et de nettoyage des lieux.

L'entrepreneur est tenu, pendant le délai d'exécution, de maintenir sur le chantier les personnels, matériels et approvisionnements suffisants pour le respect des délais qui lui sont impartis.

Au cas où un retard est constaté dans la cadence d'exécution des travaux, le maître d'ouvrage peut mettre en demeure l'entrepreneur :

- D'augmenter le nombre d'ouvriers employés par lui sur le chantier,
- D'affecter au chantier du matériel et des approvisionnements supplémentaires en vue d'augmenter la cadence d'exécution et de rattraper rapidement le retard.

5.2 - PERIODE DE PREPARATION

Il est fixé une période de préparation. Cette période de préparation est comprise dans le délai d'exécution. Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, **sa durée est de 1 mois**.

La durée de la période de préparation peut être prolongée par ordre de service, sauf si la raison du retard éventuel est imputable au titulaire ; l'ordre de service prolonge le délai d'exécution du marché de la même durée.

5.3 - DELAIS D'EXECUTION DES TRANCHES

Le délai global d'exécution des prestations est de 4 mois et décomposé comme suit :

- ✚ 1 mois de préparation prévue en Décembre 2024
- ✚ 3 mois de travaux dès Janvier 2025

5.4 - DELAIS DE FOURNITURE DES DOCUMENTS

Type de document	Délais
Calendrier d'exécution des travaux	Sous 2 semaines après le démarrage de la période de préparation
Plan d'exécution des travaux (1 ^{ère} version)	Sous 2 semaines après le démarrage de la période de préparation
Fiches d'agréments des matériaux	Sous 2 semaines après le démarrage de la période de préparation
Plan de déviation / arrêté de voirie	2 semaines avant le démarrage des travaux sur la zone concernée
PV de marquage piquetage	1 semaine avant le démarrage des travaux sur la zone concernée
DOE	A la date de réception de chantier

5.5 - PROLONGATION DU DELAIS

Le marché prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément au code de la commande publique.

Les délais d'exécution indiqués dans l'acte d'engagement ont été fixés dans l'hypothèse d'une exécution continue des travaux.

Si, en cours d'exécution, il survient des difficultés imprévues de nature à motiver des retards, l'Entrepreneur sera tenu de les signaler immédiatement par écrit.

A cette condition seulement, il pourra demander une prolongation du délai dont l'administration appréciera le bien-fondé et fixera la durée, compte tenu de tous les éléments d'appréciation.

En vue de l'application éventuelle du 1er alinéa du 2.2 de l'article 19 du C.C.A.G. Travaux, les délais d'exécution de travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels auront été constatés contradictoirement entre l'entreprise et le conducteur d'opération, comme condition de nature à interrompre les travaux.

Les mises en intempéries pourront être envisagées pour les intempéries suivantes :

Nature du phénomène	Intensité limite
Pluie	20 mm en 24 heures
Neige	Précipitation journalière équivalente à une couche de 5cm ou couche résiduelle de 10 cm constatée à proximité du site des travaux.
Gel	Température sous abri ne dépassant pas – 5 °C pendant 24 heures

Selon conditions habituelles.

En tout état de cause, l'augmentation du délai consécutif aux intempéries ne pourra donner lieu à supplément de prix. En cas d'intempéries obligeant à un arrêt de chantier, l'Entrepreneur devra le signaler au Maître d'œuvre qui le constatera par ordre de service.

5.6 - PENALITES ET RETENUES PROVISOIRES

5.6.1 - **PENALITES DE RETARD**

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG Travaux, tout retard dans l'achèvement des travaux, donnera lieu à une pénalité de retard fixée à **500 euros HT** par jour, dimanches et jours fériés compris. Cette pénalité de retard sera appliquée sans mise en demeure préalable aux entreprises fautives du retard. Elle sera déduite des sommes facturées.

Il est ici expressément rappelé que les délais impartis au(x) Titulaire(s) du marché englobent les périodes d'essais et d'épreuves, de repliement des installations de chantier et de remise en état des lieux. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations sera sanctionné comme un retard dans l'achèvement des travaux.

En cas de retard dans ces opérations de repliement et remise en état, le Maître d'Ouvrage, après une mise en demeure d'exécuter restée sans réponse, pourra y procéder aux frais de l'entrepreneur et ce sans préjudice de l'application de la pénalité de retard. Ces frais seront refacturés au titulaire.

5.6.2 - **RENDEZ-VOUS DE CHANTIER**

La présence du Titulaire aux rendez-vous de chantier est indispensable. La personne représentant le Titulaire à ces rendez-vous devra être en mesure de prendre toutes décisions intéressant les travaux dont il a la charge. Toute absence non motivée à un rendez-vous de chantier sera sanctionnée par une pénalité fixée à **200 euros HT**

ainsi que les retards supérieurs à 20mn sans motif valable. Cette pénalité sera déduite des sommes facturées sans formalité préalable.

La fréquence des réunions est d'une réunion tous les 7 jours.

5.6.3 - PENALITES DE RETARD POUR DEFAUT DE REPLI DES INSTALLATIONS

Le titulaire se verra appliqué de pénalités de retard fixée à **500 euros HT** par jour de retard, en cas de non-repli des installations dans le délai imparti.

5.6.4 - PENALITES POUR RETARD DANS LA LEVEE DES RESERVES

Si dans le délai fixé à 15 jours, après réception des travaux avec réserves, l'entrepreneur ne remédie pas aux imperfections et malfaçons constatées lors de la réception, il sera appliqué une pénalité de **500 euros HT** par jour calendaire de retard.

Pénalités pour retard dans les interventions dues au titre de la GPA

Si, pendant la période de garantie de parfait achèvement, l'entrepreneur ne remédie pas dans le délai qui lui est fixé par ordre de service, aux imperfections et malfaçons constatées, il sera appliqué une pénalité fixée à **250 euros HT** par jour calendaire de retard.

5.6.5 - PENALITE POUR RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS D'EXECUTION

Le titulaire se verra appliqué une pénalité de retard fixée à **150 euros HT** par jour de retard dans la production des documents selon les délais indiqués au présent CCAP.

5.6.6 - PENALITE POUR RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS DE RECOLEMENT

Le titulaire se verra appliqué une pénalité de retard fixée à **150 euros HT** par jour de retard dans la production des documents, à compter de la date de réception.

5.7 - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Il est rappelé que les délais impartis englobent le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux. A la fin des travaux, dans un délai de trois (3) jours, compté de la date de notification de la décision de réception, le Titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'exécution des travaux. En cas de retard dans ces opérations et après mise en demeure par ordre de service, restée sans effet, il peut y être procédé par le Maître d'Ouvrage, aux frais de l'entrepreneur, sans préjudice de l'application de la pénalité visée ci-avant.

CHAPITRE 6. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

6.1 - AVANCES

Une avance forfaitaire sera versée au titulaire dans les conditions fixées aux articles R 2191-3 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance forfaitaire est fixé, sous réserve des dispositions énoncées ci-dessous, à 5 % du montant prévisionnel des sommes à payer tel qu'il figure dans l'acte d'engagement ou dans l'acte spécial, dans la limite des prestations à exécuter au cours des douze premiers mois suivant la date de commencement de leur exécution.

Conformément au code de la commande publique, une garantie à première demande sera fournie par le prestataire pour la totalité du remboursement de l'avance. Celle-ci ne sera mandatée qu'après constitution de la garantie.

Dans l'hypothèse où le titulaire sous-traite une part du marché postérieurement à la conclusion de celui-ci, le paiement de l'avance forfaitaire au sous-traitant est subordonné au remboursement, s'il y a lieu, de la partie de l'avance forfaitaire versée au titulaire au titre des prestations sous-traitées.

Pour le remboursement de l'avance forfaitaire, dans le cas où le montant réalisé du marché serait inférieur à 65 % du montant du marché, il serait établi un titre de recettes à l'encontre de l'entreprise.

L'avance forfaitaire est versée, à leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le titulaire peut refuser le versement de cette avance.

6.2 - RETENUE DE GARANTIE

Il sera appliqué une retenue de garantie égale à 5 % du montant du marché augmenté des révisions et le cas échéant du montant des avenants jusqu'à l'expiration du délai de garantie qui est de un an à compter de la réception des ouvrages.

Cette retenue de garantie pourra être remplacée conformément au code de la commande publique :

- Soit, au gré du titulaire du marché, par une garantie à première demande,
- Soit, après accord entre le titulaire du marché et le Maître d'Ouvrage, par une caution personnelle et solidaire. Dans cette hypothèse, le titulaire devra en faire la demande par écrit à la Maîtrise d'Ouvrage qui l'avisera de sa décision dans un délai de huit jours.

Si l'entreprise souscrit à la garantie à première demande, conformément au code de la commande publique, celle-ci devra être envoyée au Maître d'Ouvrage sous la forme d'un modèle établi par arrêté du ministre chargé de l'économie et des finances.

Par ailleurs, en cas d'acceptation, la garantie à première demande devra être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement du premier acompte.

En cas d'avenant, elle devra être constituée dans les mêmes conditions.

Il est spécifié que l'entreprise titulaire du marché et l'organisme apportant sa garantie ne pourront être une société mère et sa filiale, une société en nom collectif et l'un de ses principaux associés.

Dans le cas contraire, la retenue de garantie sera automatiquement appliquée et le titulaire du marché perdra jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, la possibilité de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire.

6.3 - GARANTIE A PREMIERE DEMANDE

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, en application du code de la commande publique.

La garantie à première demande devra être présentée au plus tard avant la première demande d'acompte, elle est fixée à 5% du montant initial du marché.

La garantie à première demande sera libérée dans les mêmes délais que la retenue de garantie par main-levée délivrée par le Maître de l'ouvrage sur demande de l'entrepreneur, dès la notification à l'entrepreneur de l'attestation de parfait achèvement ou du procès-verbal de levée des réserves.

6.4 - CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE

La retenue de garantie peut être remplacée par une caution personnelle et solidaire, sous réserve de l'accord du Maître de l'ouvrage.

Le montant de l'engagement des cautions est fixé à 5% (du montant initial du marché).

CHAPITRE 7. PROVENANCE – QUALITE – CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

7.1 - MATERIAUX FOURNIS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Sans objet.

7.2 - PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le cahier des clauses techniques particulières fixe la provenance des produits, matériaux et composants des produits dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

7.3 - CERTIFICATION DES PRODUITS EMPLOYES

Pour autant qu'ils existent, le Maître d'Ouvrage préconisera l'emploi de matériaux certifiés tels que définis à l'article 24-1 du CCAG en vigueur, ce qui permettra de limiter les essais de contrôle de conformité.

7.4 - MATERIAUX DE TYPE NOUVEAU

Si le titulaire propose d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau mais d'un niveau de qualité et de performance conforme aux prescriptions du CCTP, il s'engagera, par écrit, à garantir le Maître d'Ouvrage contre la mauvaise tenue de ces matériaux et fournitures pendant un délai arrêté d'un commun accord avec le Maître d'Œuvre et prenant effet à la date de réception.

Cette garantie engage l'Entrepreneur dans le cas où, pendant ce délai, la tenue des matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisante à les remplacer à ses frais sur simple demande du Maître d'Ouvrage par des matériaux et fournitures validés par le Maître d'Œuvre.

7.5 - INVENTIONS, DISPOSITIONS PARTICULIERES, BREVETS

Conformément à l'article 8 du CCAG-Travaux, si l'exécution ou le fonctionnement des installations projetées comporte l'emploi de systèmes brevetés ou déposés, l'Entrepreneur s'engage à garantir le Maître d'Ouvrage contre toutes revendications de titulaires de brevets ou modèles. En conséquence, il devra prendre les lieux et place du Maître de l'Ouvrage dans toute action qui serait intentée contre lui à ce sujet.

CHAPITRE 8. PREPARATION – COORDINATION – EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 - PREPARATION

Les entreprises, à la notification du marché, s'engagent au respect de l'ensemble des préconisations relatives au marché.

La Maîtrise d'Ouvrage procédera à la mise à disposition d'une zone pour l'installation de chantier, celle-ci sera convenue au cours de la réunion préparatoire du chantier.

Dans la période de préparation les éléments suivants seront fournis :

Par l'entreprise :

- Planning détaillé d'exécution,
- Plan d'exécution et de détail,
- Plan d'installation,
- PAQ comprenant les fiches produits,
- Note de calcul,
- Fiche technique d'agrément des matériaux proposés,

Par le Maître d'œuvre :

- Ordres de services (OS) après accord du Maître d'ouvrage,
- Agrément des produits.

- Compte-rendu de réunion

8.2 - DISPOSITIONS CONCERNANT L'ORGANISATION, L'HYGIENE ET LA SECURITE ET LA PROPRETE

L'installation de chantier est à la charge de l'entreprise et devra respecter les préconisations en vigueur.

La signalisation de chantier à l'égard de la circulation publique, y compris concernant le dispositif d'évacuation des déblais est à la charge de l'entreprise.

L'entreprise prendra toutes les précautions pour minimiser le gêne occasionné à proximité des lieux habités.

Le titulaire du marché aura à sa charge la responsabilité de l'hygiène, la sécurité et la propreté du chantier et fera application des textes réglementaires en vigueur à ce propos. En cas de carence dans la propreté, le Maître d'Ouvrage pourra demander l'intervention d'une entreprise aux frais du Titulaire et après mise en demeure d'exécuter rester sans effets.

Le chantier devra toujours présenter un aspect d'ordre et de méthodes.

Le titulaire respectera les prescriptions qui lui seront faites selon les conditions définies au marché. Par ailleurs, l'entreprise respectera également l'ensemble des consignes de sécurité spécifiques au port.

L'accès au site devra être maintenu en état de disponibilité et de propreté.

Nota : L'entreprise prendra toutes précautions concernant l'éventualité de la présence de câbles électriques non répertoriés dans la zone de terrassement (cf. CCTP).

8.3 - EXECUTION DU CHANTIER

8.3.1 - COMMUNICATION

Les comptes-rendus de chantier seront établis par le maître d'œuvre et transmis à l'ensemble des participants aux réunions qui devront faire état de leur remarques éventuelles dans un délai de 48 heures.

Tout courrier relatif à l'exécution du chantier devra être transmis au maître d'œuvre avec copie au maître d'ouvrage.

Sans remarques particulières au bout de 48 heures, le compte-rendu de chantier sera validé en l'état.

8.3.2 - ETUDES

L'entreprise justifiera de l'ensemble des éléments techniques (notes de calcul...) directement auprès du maître d'œuvre, chargé de la validation.

Le titulaire établit, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail. Ils sont soumis au visa du maître d'œuvre. Celui-ci doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

8.3.3 - QUALIFICATION

L'entreprise réalisant les travaux devra avoir les qualifications en vigueur permettant de réaliser les travaux définis au marché et devra les présenter.

8.3.4 - SECRET PROFESSIONNEL ET OBLIGATION DE DISCRETION, RESILIATION

Les candidats et le titulaire du marché sont tenus à une obligation de confidentialité et de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, documents de tous ordres, décisions dont il aura connaissance au cours du présent marché.

Il s'interdit toute divulgation à des tiers quel que soit la forme de celle-ci et notamment toute communication orale ou écrite sur les activités du Syndicat.

Faute de respecter la présente clause, les candidats et le titulaire du marché s'exposent à des poursuites judiciaires comportant des demandes indemnitaires.

En outre et en ce cas, le marché sera résilié immédiatement aux torts du titulaire par le simple effet de la présente clause, ladite résiliation prenant effet par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception.

8.3.5 - ORDRE DE SERVICE

Par dérogation aux dispositions de l'article 3.8 du CCAG Travaux, les points suivants sont précisés :

- seront signés par le Maître d'ouvrage, l'ordre de service général prescrivant le commencement des travaux.
- seront signés par le maître d'œuvre, les ordres de service à caractère technique ou relatifs à la bonne marche des travaux et qui peuvent avoir une répercussion directe ou indirecte sur le montant des marchés conclus, et sur les délais d'exécution.

8.3.6 - REGISTRE DE CHANTIER

Conformément à l'article 28.5 du CCAG Travaux, l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre, concernant le déroulement du chantier, est répertorié historiquement par le maître d'œuvre dans un registre de chantier signé contradictoirement par lui, et le titulaire ou chacun des membres, en cas de groupement.

Ce registre est tenu à la disposition du représentant du pouvoir adjudicateur comme de tous les intervenants autorisés et remis au maître de l'ouvrage dans le cadre des opérations préalables à la décision de réception définitive de l'ouvrage.

8.4 - PIQUETAGE ET IMPLANTATION DES OUVRAGES

8.4.1 - PLAN GENERAL D'IMPLANTATION

Par dérogation à l'article 27.1. du CCAG, le plan d'implantation est réalisé par l'entrepreneur dans le cadre des études d'exécution.

8.4.2 - PIQUETAGE GENERAL

Le titulaire sera tenu de procéder lui-même et sous sa responsabilité, en présence du maître d'œuvre, au piquetage général des ouvrages. Il devra, pour toutes ces opérations et pour toutes les vérifications que désirerait exécuter le maître d'œuvre, tenir à la disposition de celui-ci le matériel topographique et le personnel qualifié correspondant. Les frais engagés par l'entrepreneur à cette occasion sont compris dans le prix du marché.

8.4.3 - PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES, SUBAQUATIQUES OU AERIENS

Les déclarations de travaux et les récépissés des exploitants, ainsi que les résultats des éventuelles investigations complémentaires, seront annexés à l'ordre de service prescrivant le démarrage de la période de préparation.

Le titulaire doit mettre en œuvre l'ensemble des obligations relevant de l'exécutant des travaux au sens des articles L.554-1 à L.554-5 et R.554-1 à R.554-38 du Code de l'Environnement et leurs arrêtés d'application.

Il doit notamment :

- consulter le télé service réseaux-et-canalisation.gouv.fr ;
- élaborer les déclarations d'intention de commencement des travaux ;
- analyser les plans des exploitants et/ou réaliser un marquage piquetage sur site contradictoire avec l'exploitant ;
- renouveler les déclarations par lettre recommandée en cas d'absence de réponse ;
- effectuer les demandes de mise hors tension en présence des réseaux électriques et d'impact sur les distances de sécurité ;
- s'assurer du respect des prescriptions des exploitants en cours d'exécution et des emprises de travaux ;
- s'assurer du maintien de l'accès aux organes de coupure et de sécurité ;
- préserver le marquage au sol lors de l'avancement des travaux ;
- conserver sur le chantier les plans des réseaux et les recommandations des exploitants.

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, subaquatiques ou aériens tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter sera effectué par le titulaire, sous la responsabilité du maître d'ouvrage.

En cas d'incertitude sur la localisation des ouvrages ou de découverte en cours d'exécution, les investigations complémentaires éventuelles seront réalisées par le titulaire (prix prévus dans le BPU). Elles pourront conduire à une suspension de l'exécution des travaux, sans qu'elles n'ouvrent droit à indemnisation pour le titulaire.

8.5 - PROCES-VERBAUX – CONSERVATION DES PIQUETS

Par dérogation à l'article 27.4 du CCAG, un procès-verbal de piquetage et un plan d'implantation seront établis par le titulaire et remis au maître d'ouvrage dans les huit jours qui suivent l'implantation et avant tout début des travaux.

CHAPITRE 9. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1 - ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

9.1.1 - CONTROLE INTERNE

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou par le CCTP sont à la charge du titulaire.

Si le maître d'œuvre prescrit pour les ouvrages d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

9.1.2 - AUTRES CONTROLES

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire procéder à des contrôles par le biais d'organismes extérieurs, soit à la diligence du maître d'œuvre, soit à la charge du maître d'ouvrage.

L'entreprise ne devra en aucun cas y faire obstacle et s'engage à en faciliter la réalisation.

En cas de résultat insatisfaisant, le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander à l'entreprise la reprise des travaux concernés, sans que celle-ci puisse opposer quelque réclamation que ce soit, ni réclamer le droit à quelque indemnité que ce soit.

9.2 - RECEPTION PARTIELLE

La réception partielle des travaux qui s'effectuera dans les conditions fixées à l'article 42 du CCAG.

9.3 - RECEPTION

La réception se déroule comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG Travaux et ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

Si à l'issue des opérations préalables à la réception mentionnées à l'article 41.1 du CCAG Travaux, la réception ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée, les entreprises restant responsables de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération et susceptibles de l'application des pénalités. Elles bénéficient d'un délai de 15 jours pour remédier aux observations formulées dans le procès-verbal. A l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée.

Si la réception est prononcée avec réserve, les entreprises ont 15 jours pour lever les réserves.

Passé ce délai, le maître de l'ouvrage aura le droit de faire procéder à l'exécution des dits travaux par l'entreprise de son choix après mise en demeure demeurée infructueuse aux frais et risques du titulaire défaillant.

9.4 - LEVEE DES RESERVES

Lorsque la réception est assortie de réserves, l'entrepreneur devra remédier aux imperfections et malfaçons correspondants dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception, sauf stipulation contraire écrite par le maître d'ouvrage ou maître d'œuvre.

A défaut d'exécution de ces travaux dans le délai imparti, le Maître d'Ouvrage pourra, sans mise en demeure préalable, les faire exécuter aux frais et risques de l'entrepreneur et ce conformément aux dispositions prévues à l'article 41.6 du CCAG.

9.5 - DELAI DE GARANTIE

Conformément aux dispositions de l'article 44.1 du CCAG, le délai de garantie prévu au présent marché est de 12 mois, au minimum, à compter de la réception définitive des travaux.

Pendant toute cette période de garantie, le Titulaire est tenu de remédier à tous défauts ou dysfonctionnements qui seraient constatés par le Maître d'Ouvrage. La garantie sur les matériels, du fait de l'intervention, sera alors reconduite pour une durée de douze mois.

9.6 - GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

Pendant la période de parfait achèvement, les désordres constatés seront signalés par lettre recommandée avec accusé de réception à l'entreprise concernée qui devra obligatoirement intervenir dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception de la lettre sauf stipulation contraire écrite par le maître d'ouvrage ou maître d'œuvre.

Si, passé ce délai et après mise en demeure à l'entreprise, cette dernière n'est toujours pas intervenue, le Maître d'Ouvrage pourra faire effectuer les travaux par une autre entreprise de son choix, aux frais et risques de l'entreprise défaillante.

9.7 - GARANTIES PARTICULIERES

9.7.1 - GARANTIE PARTICULIERE D'ETANCHEITE

L'Entrepreneur garantit le Maître de l'Ouvrage contre tout défaut du revêtement d'étanchéité ou d'imperméabilisation ainsi que l'ensemble des travaux réalisés pendant le délai de dix (10) ans à partir de la date de la réception de l'ouvrages acceptée sans réserve.

Les traitements des fissures et les réparations des bétons ne devront pas présenter de défaut à l'issue de la période de garantie.

Cette garantie engage l'entrepreneur pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

9.7.2 - GARANTIES PARTICULIERES DES MATERIAUX DE TYPE NOUVEAU

L'Entrepreneur garantit le Maître d'Ouvrage contre la mauvaise tenue des matériaux nouveaux mis en œuvre sur sa proposition, pendant un délai de dix (10) ans à partir de la date d'effet de la réception des ouvrages acceptés sans réserve.

Cette garantie engage l'Entrepreneur dans le cas où pendant ce délai la tenue de ces matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais, sur simple demande, par des matériaux éprouvés.

CHAPITRE 10. RESILIATION DU MARCHÉ - CLAUSE RESOLUTOIRE

10.1 - CLAUSE RESOLUTOIRE

Pour le cas où le titulaire du marché n'aurait pas exécuté les obligations qu'il a souscrites dans le présent marché et après une mise en demeure d'exécuter restée sans effet, quinze jours à compter de sa réception, le présent marché sera résilié par l'effet de la présente clause résolutoire aux torts du titulaire.

Cette clause est en particulier applicable en cas de non-respect des délais de livraison ou d'exécution sur lesquels le titulaire s'est engagé au paragraphe 6.1 de l'acte d'engagement.

Elle est également applicable pour le cas où le titulaire du marché n'aurait pas produit les pièces administratives qui lui sont demandées par le Syndicat.

En cas de résiliation du fait de la présente clause résolutoire, aucune indemnisation ne sera versée au Titulaire du marché. Pour le cas où il n'y aurait pas eu de commencement des travaux, la clause résolutoire aura un effet rétroactif. Le marché sera réputé ne jamais avoir existé.

Il est ici expressément rappelé que les délais impartis au(x) Titulaire(s) du marché englobent le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations sera sanctionné comme un retard dans l'achèvement des travaux.

10.2 - RESILIATION DU MARCHÉ

Il est fait application du chapitre VI du C.C.A.G Travaux.

En complément de ces dispositions, il est précisé que le marché peut être résilié aux torts du titulaire avec exécution des travaux à ses frais et risques dans les cas suivants :

- a) lorsque le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions fixées à l'article 2.4 du CCAG.
- b) lorsqu'il a contrevenu à la législation ou à la réglementation du travail et notamment en cas de manquements répétés aux obligations de sécurité sur le chantier
- c) lorsque les renseignements et documents mentionnés aux articles du codes de la commande publique ont été reconnus inexacts
- d) lorsque le titulaire refuse de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du Code du Travail

- e) lorsque le titulaire s'est livré à l'occasion de son marché à des actes frauduleux
- f) lorsque, postérieurement à la conclusion du marché, le titulaire a été exclu de toute participation aux marchés de la personne publique.

La décision de résiliation est prononcée sans mise en demeure dans les cas prévus aux e & f ci-dessus. Dans les autres cas, le titulaire est informé de la sanction envisagée et dispose d'un délai de 15 jours à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

La résiliation du marché, aux frais et risques de l'entrepreneur, s'effectue dans les conditions fixées dans les articles 45 et 46 du CCAG.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées au titulaire en raison de ses fautes.

CHAPITRE 11. LANGUE DU MARCHÉ / DROIT APPLICABLE

Le Français est la langue du marché. En conséquence tous les documents y relatifs et tous les échanges entre les parties doivent être effectués en Français ou traduits dans cette langue par un traducteur assermenté aux frais du titulaire.

Le Droit Français et en particulier le Code des Marchés Publics Français est applicable à l'ensemble du marché.

CHAPITRE 12. ATTRIBUTION DE COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

En cas de différends et litiges, il est fait application du chapitre VII du CCAG Travaux en vigueur, dans lequel la procédure contentieuse est définie à l'article 50.3.

La juridiction compétente pour connaître de toutes contestations liées au présent marché public est le Tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

CHAPITRE 13. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations sont apportées aux articles suivants du :

a) CCAG :

- Dérogation à l'article 4.1 du CCAG résultant de l'article 6.4 du C.C.A.P.
- Dérogation à l'article 4.2 du CCAG résultant de l'article 6.2 du C.C.A.P.
- Dérogation à l'article 20.1 du CCAG résultant de l'article 5.3 du C.C.A.P.
- Dérogation à l'article 20.4 du CCAG résultant de l'article 5.3 du C.C.A.P.
- Dérogation à l'article 28.1 du CCAG résultant de l'article 5.2 du C.C.A.P.
- Dérogation aux articles 15, 16, 17 résultant de l'article 4.4 du C.C.A.P.
- Dérogation à l'article 20.4 résultant de l'article 5.3 du C.C.A.P.
- Dérogation à l'article 47.3 résultant de l'article 1.8 du C.C.A.P.

b) CCTG et CPC travaux publics

c) Normes françaises homologuées

d) Autres normes

Fait à , le

Cachet et Signature